

Pourquoi y a-t-il des «détenus volontaires» au Luxembourg?

Trois personnes qui ont déjà purgé leur peine sont admises au centre pénitentiaire de Givenich, à titre de reclus volontaire. Elles peinent à trouver un logement.

«La réinsertion après la détention est un processus complexe, marqué par des défis comme la reconstruction des liens sociaux et la recherche d'un logement, souligne le ministère de la Justice. Malgré l'accompagnement du Service psycho-socio-éducatif (SPSE) et du Service central d'assistance sociale (SCAS), de nombreux ex-détenus peinent à se loger dignement, ce qui compromet leur réinsertion».

À l'heure actuelle, trois personnes sont admises au centre pénitentiaire de Givenich (CPG), à titre de reclus volontaire (sur un ensemble de 85 détenus environ), note Serge Legil, directeur de l'administration pénitentiaire. Autrement dit, ces trois personnes ont déjà purgé leur peine, mais continuent à vivre sur place. Rappelons que le CPG est une prison semi-ouverte. Dans un centre pénitentiaire semi-ouvert, les personnes détenues peuvent circuler librement sur le site de la prison pendant la journée et peuvent travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison.

Projet pilote reconduit

Pour répondre au besoin de logement des ex-détenus, le gouvernement a lancé en février 2023 un projet pilote d'accompagnement socio-éducatif pour les personnes libérées sans domicile. Initialement prévu jusqu'en novembre 2024, il a été prolongé jusqu'en novembre 2025. Lors de son interpellation à la Chambre des députés le mois dernier, la ministre de la Justice CSV Elisabeth Margue a proposé de pérenniser ce projet, estimant qu'il avait fait ses preuves.

Le programme se déroule en trois phases: hébergement d'urgence, hébergement à moyen terme et autonomisation. Chaque bénéficiaire doit être suivi pendant six mois maximum, avec «engagement actif et consentement éclairé». Le projet est «coordonné par un groupe de pilotage interinstitutionnel, et une cellule d'encadrement assure le suivi des bénéficiaires et le soutien aux professionnels», explique le ministère.

Salaires quasiment inchangés depuis dix ans

De son côté, Christian Richartz, président de l'ASBL «Eran, eraus... an elo?» («Dedans, dehors et maintenant» en français), dénonce un programme «qui ne fonctionne pas. Aucun logement n'a été créé». Le responsable de l'association rappelle que la création de maisons de transition était prévue dans l'accord de coalition 2018-2023. «Un criminologue avait été engagé pour le projet. Une réserve de seize lits devait être déployée dans les structures d'accueil», précise Christian Richartz, qui estime que les détenus ont aussi besoin d'un meilleur salaire en prison.

Le salaire des détenus fixé par la loi est actuellement compris entre 2,05 et 4,75 euros de l'heure. «Les détenus gagnent en général 300 euros par mois. Au final, ils sortent de prison avec peu d'argent». «Les salaires des détenus sont restés quasiment inchangés depuis dix ans, les taux actuellement en vigueur datent de 2018», note le ministère qui souligne qu'un projet de règlement grand-ducal prévoit que les taux de rémunération «seront adaptés». «Ils disent ça depuis dix ans», se désole Christian Richartz. À suivre...